

ELECTIONS ITALIENNES : UN COUP POUR RIEN ?

Par **Jean Musitelli**, vice-président de l'association Italiques

Le 10 avril 2013

Synthèse

Le verdict des élections italiennes des 24 et 25 février 2013 est clair et sans bavures, sous l'apparente illisibilité des résultats bruts. Les Italiens ont utilisé les urnes pour sanctionner une classe politique largement discréditée. Tous les partis qui ont soutenu la politique d'austérité de Monti ont subi un cinglant revers, qu'il s'agisse de la gauche de Bersani, de la droite de Berlusconi ou du centre de Monti lui-même, qui a complètement raté sa mutation de technicien en politique. En cinq ans, les deux coalitions dominantes subissent une hémorragie de plus de 30 points et 10 millions d'électeurs. Jamais des élections n'avaient provoqué un tel transfert de voix en Italie. Le seul bénéficiaire de ce coup de balai est Beppe Grillo, dont la rhétorique antipartis et antieuropéenne a fait mouche, captant, sur tout l'échiquier politique, un électorat sans repères en l'absence d'une offre politique attractive.

L'Italie est-elle pour autant devenue populiste ? Certainement pas, du moins pas encore, mais son vote dit à quel point la gauche a été absente d'un rendez-vous où l'attendaient tous ceux qui souhaitaient un vrai changement, davantage de solidarité face à la crise, un partage plus équitable des sacrifices, un sursaut de civisme face aux scandales et à la corruption. La gauche de Bersani n'a pas su porter ce message d'espoir en présentant une alternative crédible. Elle se retrouve avec une victoire étriquée, insuffisante pour lui permettre de former un gouvernement.

L'Italie est-elle ingouvernable ? A la fragmentation des forces politiques dans un système quadripartisan qui interdit la formation de toute majorité stable au Sénat, s'ajoutent les effets nocifs d'un système institutionnel qui génère de la paralysie là où on attend de la gouvernabilité. L'existence de deux chambres dotées de pouvoirs strictement identiques mais élues selon des règles différentes, qui produisent des majorités distinctes, ou pas de majorité du tout, est un défi à la rationalité institutionnelle et à l'efficacité démocratique. La mise en chantier d'une réforme constitutionnelle et électorale devrait s'imposer comme une priorité absolue pour sortir de l'ornière actuelle.

L'Italie est-elle entrée dans une phase durable d'instabilité ? La bataille est engagée entre les forces de raison et les forces de dissolution. Les partisans de la politique du pire, comme Berlusconi, s'activent pour programmer de nouvelles élections qui, en l'état actuel, seraient un pis-aller. La seule

chance de dénouer le blocage réside dans une fissuration progressive du mouvement de Grillo, idéologiquement très composite. Il n'est pas exclu qu'une majorité de son électorat et de ses élus finisse par soutenir un gouvernement de gauche. La gauche saura-t-elle ramener au bercail ses brebis égarées ? C'est le défi qui se présente à elle si elle entend, après avoir raté sa campagne, être l'artisan d'une recomposition postélectorale. Il va sans dire que c'est aussi l'intérêt de la gauche française, dans la perspective de la reconstruction d'un partenariat franco-italien porteur d'une autre politique européenne.

Note
intégrale

Pour la gauche européenne, les élections des 24 et 25 février en Italie ne constituent pas une bonne nouvelle. Elles rendent plus improbable la concrétisation de l'espoir qui s'était fait jour il y a un an, au moment du discours de François Hollande au Cirque d'Hiver, de voir se constituer un axe social-démocrate Paris-Rome-Berlin au service d'une Europe socialement plus solidaire et économiquement plus dynamique. A ce jour, il est encore impossible de dire si le séisme électoral que vient de connaître l'Italie marque le début d'une recomposition de son système politique, après dix-sept ans de berlusconisme et quinze mois de montisme, ou l'entrée dans une spirale de désagrégation échappant au contrôle des forces politiques. Il faut se garder de toute lecture univoque de ce scrutin et, en particulier, de privilégier une approche en termes de populisme, comme le font hâtivement bien des commentateurs de ce côté-ci des Alpes. La situation, dans sa surprenante nouveauté, résulte d'une alchimie plus complexe qui combine les effets propres à la singularité italienne (discrédit de la classe politique, ravages politiques et éthiques du berlusconisme, faiblesse structurelle de l'Etat, dépérissement des valeurs collectives) et ceux communs aux démocraties européennes, dévastées par la cure d'austérité imposée à leurs peuples. En outre, pour prendre la mesure de l'impasse politique dans laquelle est plongée l'Italie, il importe de distinguer ce qui relève de la sociologie électorale et ce qui résulte de l'ingénierie institutionnelle. Ce que mettent en évidence ces élections, en effet, c'est, d'un côté, la fragmentation du paysage politique et, de l'autre, l'inadaptation des institutions à la conduite d'une démocratie efficace.

PAYSAGE APRES LA BATAILLE : UNE FRAGMENTATION DU CHAMP POLITIQUE EN QUATRE FORCES DONT AUCUNE N'A LA CAPACITE DE GOUVERNER

Les 24 et 25 février, l'Italie a basculé d'un système bipartisan vers une forme inédite de quadripartisme comprenant la coalition de gauche formée du PD de Bersani flanqué du SEL de Vendola (29,5 % des voix), la coalition de droite de Berlusconi et de la Ligue du Nord (29,1 %), le centre-droit libéral et modéré autour de Monti (10,5 %) et le Mouvement 5 Etoiles (M5S) de Grillo, engagé pour la première fois dans un scrutin national (25,5 %). En 2008, les deux coalitions dominantes regroupaient globalement 84,3 % des voix. Elles n'en mobilisent plus que 53,6 % cinq ans plus tard. A elles d'eux, elles ont perdu 10,7 millions de voix qui sont allées pour l'essentiel au M5S (8,7 millions) et pour le reste vers l'abstention, laquelle est passée à 24,8 %, soit 5 points de plus qu'en 2008 et un déficit de 2,6 millions de non votants supplémentaires. Dans l'histoire électorale italienne, on n'avait jamais assisté à un transfert de voix aussi massif.

Le jeu des gains et des pertes aboutit toutefois à une configuration des forces paradoxale où chacun des acteurs en présence peut considérer qu'il n'a ni gagné ni perdu.

LES RAISONS DE L'ECHEC DE LA GAUCHE

Premier paradoxe : bien qu'arrivée en tête, la gauche est perçue comme politiquement perdante. En d'autres temps, on eût célébré une victoire à l'arraché. Aujourd'hui, on se résigne à reconnaître un succès étriqué. Certes, grâce à la prime majoritaire attribuée à la coalition la mieux placée, la gauche rafle, avec moins de 30 % des voix, 55 % des sièges à la Chambre des députés. Mais c'est une victoire trop courte pour lui assurer une majorité au Sénat, élu selon un mode de scrutin différent, sur base régionale. A la différence de la France, un gouvernement doit obtenir la confiance dans les deux chambres pour être investi. C'est loin d'être le cas pour Bersani puisque la gauche ne compte que 117 sièges au Sénat alors que la majorité se situe à 160 et que seul l'apport des 54 sénateurs du M5S pourrait permettre d'atteindre ce seuil.

Mais l'échec est tout autant d'ordre psychologique. Alors qu'à deux mois de l'échéance, la gauche était donnée confortablement gagnante (de l'ordre de 10 points d'avance dans les sondages en décembre), elle se trouve réduite à son minimum historique et talonnée, à 124 000 voix près, par Berlusconi. Que s'est-il passé dans ces deux mois fatidiques ? La campagne pour les primaires aboutissant à la désignation de Bersani avait suscité une vigoureuse mobilisation des militants et sympathisants de la gauche. Il était facile d'y déceler une aspiration forte au changement, un appel à liquider définitivement les années Berlusconi et à refermer la parenthèse ambiguë du gouvernement Monti dont Bersani avait (avec Berlusconi !) loyalement soutenu la politique d'austérité. Ce que le peuple de gauche attendait de Bersani, c'était qu'il affirme, face à la crise, la possibilité d'une alternative réformatrice aux recettes libérales du professeur Monti. Or, surestimant l'effet des primaires, Bersani a choisi de ne pas faire campagne, pensant que l'esquive était le plus sûr moyen de préserver l'avance acquise, sans avoir à se déjuger frontalement pour le soutien apporté à Monti. Il a renoncé à tenir un langage de changement comme avait su le faire François Hollande pendant la campagne présidentielle française. Il a ainsi, curieusement, renouvelé l'erreur qui avait valu à Veltroni d'être sévèrement battu par Berlusconi en 2008. L'image d'homme tranquille qu'il a voulu incarner n'a pas suffi à convaincre un électoral las des sacrifices, las des scandales et de la corruption (y compris à gauche, avec la révélation à quelques jours du scrutin des malversations du Monte dei Paschi de Siena impliquant des proches du PD), las des diktats de Bruxelles, de Francfort et de Berlin. C'est sur ces éléments que les démagogues ont fait fond pour distiller une rhétorique anti-partis et anti-européenne d'autant plus pernicieuse qu'elle n'était pas complètement dépourvue de fondement.

Ce ne sont pas ses adversaires qui ont mis la gauche en échec. Elle n'est pas victime d'une poussée de la droite, elle-même en perte de vitesse, mais de la défection de ses propres troupes. En effet, c'est dans ses bastions qu'elle subit les reculs les plus sévères. Ses stratèges, occupés à surveiller l'écart avec Berlusconi, n'ont pas vu venir le danger Grillo. Personne au PD n'imaginait que les électeurs passeraient directement au vote Grillo. Or, selon une étude sur les flux électoraux réalisée par l'Istituto Cattaneo de Bologne à partir des bureaux de vote de huit villes test, c'est précisément dans ses bastions que le PD a connu ses plus fortes pertes : à Bologne, 48 % des électeurs de Grillo

proviennent de la gauche, à Florence 58 %, à Turin 35 %. D'où les cinq points qui ont manqué au PD pour obtenir une vraie victoire et pour gagner les deux grosses régions (Lombardie et Campanie) qui lui auraient assuré une majorité au Sénat.

LE « RETOUR » EN TROMPE-L'ŒIL DE BERLUSCONI

Le recul de la gauche ne profite pas à la droite, ni dans sa variante berlusconienne, ni dans sa composante libérale et modérée. Présenté comme le miraculé des urnes, Berlusconi n'en ressort pas moins étrillé du scrutin. L'illusion d'optique tient à deux facteurs. D'une part, au fait que deux mois plus tôt, il était donné pour politiquement mort. Or, il a démontré que, sur le terrain du marketing politique, il conservait des ressources dont ses adversaires sont cruellement dépourvus. D'autre part, à l'infime écart (moins d'un demi point) qui le sépare de Bersani. Pourtant, c'est une autre réalité que révèlent les chiffres. De 2008 à 2013, Berlusconi et son principal allié, la Ligue du Nord, ont perdu 17,3 points, soit plus de sept millions d'électeurs et 208 sièges à la Chambre. Cette hémorragie place la droite à son plus bas niveau historique. Le Mouvement Cinq Etoiles (M5S) de Grillo a littéralement siphonné l'électorat de la Ligue en Vénétie (à Padoue, bastion ligueur, 48 % des électeurs du M5S proviennent de la Ligue) et en Lombardie. Il a assez largement mordu sur celui de Berlusconi dans le Sud, particulièrement en Sicile où les berlusconiens paient leur proximité supposée avec la mafia. Les scandales à répétition, la corruption envahissante ont ouvert un boulevard à Grillo qui a su en jouer pour détacher la clientèle traditionnelle de Bossi et Berlusconi (petits entrepreneurs, commerçants, artisans, professions libérales) de son allégeance. Les rodomontades de Berlusconi n'y peuvent rien changer. S'il conserve un reste de pouvoir de nuisance, son temps est révolu.

Quant au professeur Monti, bien aimé des marchés, s'il a complètement raté sa mutation en homme politique (ce qui n'étonnera que ceux qui ne connaissent pas le personnage), il a redonné un ballon d'oxygène au centre. Laminé par la bipolarisation droite-gauche sous l'ère Berlusconi, et surtout par le fait que celui-ci avait réussi à capturer l'électorat modéré, le centre remonte de 5,6 à 10,5 % des suffrages, ce qui le rend à même de jouer le rôle de force d'appoint au Sénat, bien qu'il ne puisse à lui seul y assurer le complément nécessaire à la constitution d'une majorité. Et son score reste dérisoire par rapport aux 20 % dont le flattaient certains sondages au moment de l'entrée en lice de Monti. La droite italienne doit se reconstruire sur de nouveaux paradigmes si elle veut avoir une chance de revenir au pouvoir.

LA PERCEE DU MOUVEMENT ATTRAPE-TOUT DE GRILLO

Beppe Grillo, vrai triomphateur de la campagne, n'est en mesure de retirer aucun dividende politique de sa percée fulgurante. Il constitue à la fois la nouveauté radicale du paysage politique et le principal facteur de paralysie du système. Son mouvement présente la double caractéristique d'être homogène sur le plan territorial et totalement hétéroclite sur le plan doctrinal. Le M5S s'impose d'emblée comme une force nationale, ce qui n'est pas un mince exploit dans un pays où les grands partis ont toujours disposé d'une assise régionalement polarisée : la gauche au nord-ouest et au centre, Berlusconi au sud, la Ligue au nord-est. Or, le M5S arrive en tête dans 50 provinces (les départements italiens) sur 110 et en seconde position dans 40 autres. Il puise, on l'a vu, dans tous

les partis, dépouillant la Ligue au nord, amputant la gauche dans ses places fortes, aimantant l'électorat berlusconien dans le sud et en Sicile.

Le paradoxe de Grillo est que cela même qui fait son succès - son implantation nationale et son électorat transversal - consacre sa faiblesse. Tout l'arc-en-ciel des sensibilités, de l'écologie à l'antifiscalisme, de la démocratie participative au rejet de l'immigration, de l'engagement civique à la dénonciation de la « caste », se retrouve chez les nouveaux élus qui représentent une agrégation conjoncturelle de mécontentements disparates, dépourvue de tout ciment idéologique ou organisationnel. Ce n'est pas un parti de masse identitaire comme l'était la Ligue. C'est un réseau mouvant sans racines profondes. En ce sens, d'ailleurs, la clé de lecture populiste n'est pas réellement pertinente. Le populisme est une idéologie structurée qui suppose une forte adhésion de ses partisans. Le M5S est l'expression de la protestation protéiforme d'un électorat auquel ni la droite libérale de Monti ni surtout la gauche réformatrice de Bersani n'ont su parler. Notons, en passant, que la gauche radicale, engloutie dans le séisme, n'a pas été plus convaincante. La situation est inconfortable pour Grillo : ou bien il se transforme en chef de parti, ce qui ne correspond pas à son tempérament d'imprécateur et de bateleur, et il se prive de l'aura magnétique qui a fait son succès, ou il reste ce qu'il est, au risque de voir ses troupes s'affranchir de sa tutelle pour s'intégrer au jeu politique qu'il réprouve.

LES FACTEURS INSTITUTIONNELS DU BLOCAGE POLITIQUE

La fragmentation des forces politiques provoquée par les élections ne suffit pas à expliquer l'impasse persistante et l'échec de Bersani à former un gouvernement. Ce qu'elles mettent crûment en lumière, c'est aussi l'inadéquation des institutions italiennes. Si la Constitution française s'appliquait à Rome, Bersani n'aurait aucune difficulté, fort de la majorité dont il dispose à la Chambre (345 députés sur 600, soit l'équivalent des 331 députés socialistes, écologistes et verts sur 577, qui forment la majorité en France), à obtenir l'investiture et à faire voter son programme de gouvernement. Le facteur de blocage tient à la particularité du système parlementaire italien, fondé, en vertu de l'article 57 de la Constitution de 1948, sur le principe du bicamérisme paritaire qui confère aux deux chambres les mêmes compétences. Ainsi son article 70 dispose-t-il que « la fonction législative est exercée collectivement par les deux chambres » et son article 94 que « le Gouvernement doit avoir la confiance des deux Chambres ». Ce bicamérisme parfait qui pouvait trouver sa justification au lendemain du fascisme par le souci d'exercer un double contrôle sur l'activité de l'exécutif apparaît aujourd'hui comme une survivance obsolète et paralysante. Car, à la différence de la France où la Constitution prévoit (article 45) qu'en cas de désaccord entre les deux chambres, c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot, la Constitution italienne ne comporte aucun mécanisme semblable en cas de divergence entre la Chambre et le Sénat.

Or, en votant la loi électorale du 21 décembre 2005, qui met en place un système différencié pour l'élection des députés et des sénateurs, le législateur italien a créé les conditions d'un conflit entre les deux branches du Parlement que, pour la première fois, les élections des 24 et 25 février viennent concrétiser. Les députés comme les sénateurs sont élus selon un système proportionnel avec prime majoritaire pour la coalition arrivée en tête. Mais alors que les premiers le sont sur base nationale, les seconds le sont sur une base régionale, chaque région disposant d'un nombre d'élus proportionnel à

sa population. La prime majoritaire est attribuée à la coalition arrivée en tête dans chaque région. Il suffit qu'une coalition l'emporte avec un faible écart dans les régions les plus lourdes démographiquement pour disposer d'un capital important de sièges. C'est ce qui s'est passé les 24 et 25 février. La gauche l'a emporté dans douze des vingt régions, mais Berlusconi réussit à faire pratiquement jeu égal en termes de sièges (117 contre 121) grâce à ses succès en Lombardie, en Campanie et en Sicile. Et, par suite, à priver Bersani d'une majorité au Sénat.

VERS DE NOUVELLES ELECTIONS ?

Que peut-il se passer maintenant ? Si l'échec de Bersani à former un gouvernement ne rend pas inéluctable un retour aux urnes, il accroît fortement la probabilité de ce scénario faute d'alternative durable. Les partisans de Berlusconi présentent cette issue comme inévitable. L'intransigeance de Grillo, sans que l'on sache clairement si elle est dirigée contre le PD en tant que parti ou contre la personne de son chef, a définitivement fermé la voie à un ministère Bersani. Un signal encourageant était pourtant venu lors de l'élection du président du Sénat, Pietro Grasso, un magistrat antimafia respecté, qui a bénéficié de l'apport d'une douzaine de voix provenant des rangs du M5S, malgré les consignes de Grillo, et du vote blanc des sénateurs montiens. Mais Grillo a mis bon ordre à cette incartade en reprenant, du moins provisoirement, ses troupes en main. En cas d'impasse persistante, la perspective d'un retour aux urnes devient vraisemblable.

Car, quand bien même le président Napolitano tirerait de son chapeau une personnalité indépendante, il ne pourrait s'agir que d'une formule provisoire, une sorte de Monti-bis, qui ne disposerait au mieux que d'une majorité aléatoire et de circonstance. Ce qui complique encore le jeu, ou peut contribuer à le rouvrir, c'est que le mandat de Napolitano prend fin le 15 mai et que le Parlement nouvellement élu va devoir lui désigner un successeur, ce qui ménage une marge possible pour d'ultérieures tractations. Il est vraisemblable que Napolitano en fin de course laissera à son successeur la responsabilité de décider d'une éventuelle dissolution. Par ailleurs, des élections municipales partielles se dérouleront fin mai, en particulier à Rome, actuellement détenue par la droite, qui fourniront des indications en grandeur réelle sur l'état de l'opinion.

Quoi qu'il en soit, le retour devant les urnes ne serait utile que si les facteurs institutionnels qui ont conduit à l'impasse actuelle sont entre temps neutralisés. Une nouvelle consultation qui se déroulerait à système électoral inchangé risquerait fort de reproduire le même résultat. Elle pourrait même renforcer le mécontentement de l'électorat à l'égard de la classe politique. Car, comme on l'a vu, si le système est bloqué, ce n'est pas parce que les électeurs italiens ont « mal voté » (rappelons que le taux de participation reste élevé : 75,2 %, soit 18 points de plus qu'aux législatives françaises de 2012 !), c'est parce que leurs institutions sont mal faites. Avant de demander au peuple de revoter, il serait logique et démocratique que le Parlement élu fabrique un système à même de produire des majorités stables et de la gouvernabilité.

A cette fin, deux voies peuvent théoriquement être empruntées : soit renoncer au bicamérisme intégral, soit modifier la loi électorale. Il y a peu de chances que, dans les circonstances actuelles, une réforme du Sénat, tendant à le rapprocher soit du modèle allemand, soit du modèle français, puisse aboutir. Elle exigerait une révision constitutionnelle qu'aucune des parties en présence n'est

prête à envisager. L'autre solution, beaucoup moins lourde puisqu'elle relève de la procédure législative, consisterait à réformer le système d'élection du Sénat de façon à réduire le risque de discordance de représentation entre la chambre haute et la chambre basse. On peut en effet s'interroger sur le bien fondé d'une disposition comme la prime de majorité au niveau régional, dès lors qu'il ne s'agit pas d'assurer la stabilité des exécutifs régionaux – c'est l'objet des élections régionales – mais de désigner des élus nationaux. Ce système conduit à ce que, avec un pourcentage de voix sensiblement équivalent dans les deux assemblées, une coalition dispose d'une majorité dans l'une et pas dans l'autre. Avec 29,5 % des voix, la coalition Bersani a obtenu 55 % des sièges à la Chambre et avec 31,6 %, soit 2,1 points de plus, elle n'en obtient que 38 % au Sénat.

Ces travaux d'ingénierie institutionnelle requièrent un minimum de consensus politique. Les expériences passées ne sont guère encourageantes. Depuis vingt ans que les parlementaires italiens planchent sur ces questions, leurs interminables travaux et réflexions n'ont abouti à rien. On peut regretter que la gauche qui avait l'occasion de faire bouger les lignes à la fin des années 1990 ait laissé passer l'occasion par pusillanimité. On voit mal aujourd'hui Berlusconi et Grillo entrer dans une opération qui leur serait de nature à les priver du pouvoir de veto qu'ils détiennent de fait au Sénat.

LA GAUCHE DOIT REAPPRENDRE A PARLER AU PEUPLE

Quel scénario peut émerger de cette équation apparemment insoluble ? Enclenchement d'une spirale de désagrégation ou prémices d'une recomposition sur de nouveaux paradigmes ? Tout n'est pas absolument négatif dans le message que le pays a envoyé à sa classe politique. D'abord, ce message a transité par les urnes, en quoi l'on peut voir, malgré tout, l'expression d'une certaine forme d'attachement à la démocratie représentative. Ensuite, il a profondément renouvelé la représentation nationale, renvoyant dans leurs foyers près de six parlementaires sur dix qui ne laissent pas de grands regrets, et contribuant à un rajeunissement et à une féminisation notable des deux assemblées. A la Chambre, la moyenne d'âge est passée de 54 à 45 ans et le pourcentage de femmes de 21 à 32 %. Au Sénat, respectivement de 60 à 54 ans (l'éligibilité y est fixée à 40 ans) et de 19 à 30 %. Dans les deux assemblées, le groupe M5S est le plus jeune et le plus féminisé. Enfin, un autre paradoxe de la situation est qu'elle est à la fois institutionnellement bloquée mais politiquement fluide. L'élément de fluidité provient de l'inconnue que constitue le comportement imprévisible des électeurs et des élus du M5S, lequel peut être vu soit comme l'ébauche de cristallisation d'un nouveau pôle, soit comme un sas de transition vers la recomposition des forces existantes. Un récent sondage de l'observatoire LaPolis de l'université d'Urbino montre que la base électorale du M5S est divisée sur le soutien à Bersani, 55 % de ses électeurs se déclarant favorables à un accord avec le PD.

Pour la gauche, le défi est bien là si un retour devant les urnes lui offre une chance de rattraper l'occasion manquée les 24 et 25 février. Tout dépendra de sa capacité à répondre au désir de changement et de renouvellement d'une population qui a voté, avec de bonnes raisons, contre l'austérité, contre la coalition qui l'a incarnée, contre les solutions imposées de l'extérieur, contre une Europe identifiée aux conservateurs allemands et aux marchés financiers. Elle n'a de chance de se ressaisir que si elle renonce à la posture défensive qui fut celle de Bersani pendant la campagne

précédente, pour réaffirmer un clivage droite-gauche que Grillo et Monti, chacun dans leur style, s'emploient à gommer. Son projet sera d'autant plus crédible qu'elle réussira à faire monter en première ligne une nouvelle génération de dirigeants détachés à la fois de la vieille matrice communiste et d'une politique de compromis impuissante depuis près de vingt ans à endiguer les dérives du berlusconisme. Pour élargir son assise du côté des déçus de la droite et reconquérir le cœur de son électorat tenté par les sirènes grillistes, il lui faudra apporter, face aux simplifications démagogiques, des réponses convaincantes et courageuses, sur le triple terrain de la moralisation de la vie publique, de la construction d'une stratégie de sortie de crise à la fois efficace et équitable, et de l'offre d'une vision unificatrice pour un pays qui a perdu ses repères. Vaste programme qui suppose qu'en Italie, comme ailleurs, la gauche réapprenne à parler au peuple et pas seulement aux marchés. Les prochains mois diront si, tirant les leçons de ces élections frustrantes, la gauche italienne redeviendra une force de proposition apte à tirer l'Italie de l'ornière où elle est enlisée et à contribuer à rééquilibrer une politique européenne qui s'éloigne dangereusement des aspirations des peuples.